



SGAMI DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ DE PARIS
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
SOUS DIRECTION DES PERSONNELS
SERVICE DE PILOTAGE ET DE LA PROSPECTIVE
BUREAU DU RECRUTEMENT
☎ : 01.53.73.53.17 / 27

FORMULAIRE D'INSCRIPTION AU CONCOURS EXTERNE SUR TITRES ET ÉPREUVES D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER POUR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

Date d'ouverture des inscriptions : **Lundi 22 juin 2020**

Date limite d'envoi ou de dépôt des dossiers d'inscriptions : **Vendredi 21 août 2020**

Date prévisionnelle de l'épreuve d'admissibilité : **Entre les 7 et 11 septembre 2020**

Date prévisionnelle de l'épreuve d'admission (*uniquement pour les candidats déclarés admissibles*) :
Entre les 28 septembre et 14 octobre 2020

Une fois rempli, le présent formulaire doit être transmis ou déposé au plus tard le **vendredi 21 août 2020** :

- soit par voie postale :

à la préfecture de police
Direction des Ressources Humaines
Sous-direction des Personnels - SPP
Bureau du recrutement- pièce 308
9 boulevard du Palais
75195 Paris Cedex 04

- soit sur place :

à l'accueil du bureau du recrutement
11 rue des Ursins
75004 Paris
Pièce 308 (de 8h30 à 14h)
Téléphone : 01.53.73.53.27/17
(Métro 4 : Cité ou RER B et C : St Michel / Notre-Dame)

L'Administration, ne pouvant être tenue pour responsable de l'acheminement du courrier, **décline toute responsabilité** pour les formulaires d'inscription qui ne seraient pas parvenus **dans les délais** à l'adresse indiquée ci-dessus (*cachet de la Poste faisant foi*).

Le formulaire externe d'inscription peut aussi être téléchargé sur le site Internet de la Préfecture de police (www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr), son dépôt étant soumis aux mêmes conditions de délai.

Les renseignements demandés ci-après présentent un caractère obligatoire pour le traitement de l'inscription.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION CANDIDATURE EXTERNE

Écrire très lisiblement, en lettres MAJUSCULES

SPÉCIALITÉ CHOISIE :

Accueil, maintenance et logistique :

qualification : reprographe

qualification : armurier

qualification : gestionnaire logistique

qualification : plombier

qualification : technicien d'édition

Conduite de véhicules

qualification conducteur de véhicules (*pour cette spécialité, vous devez être titulaire des permis de conduire des catégories C, D et E en cours de validité*)

Entretien et réparation des engins et véhicules à moteur :

qualification : magasinier automobile

qualification : mécanicien VL

**ATTENTION : LE CHOIX DE LA SPÉCIALITÉ ET DE LA QUALIFICATION
EST OBLIGATOIRE ET DÉFINITIF → UN SEUL CHOIX POSSIBLE**
(vous pouvez consulter les fiches métiers dans le dossier « descriptif des métiers »)

A - ÉTAT-CIVIL

Madame

Monsieur

NOM: _____

PRÉNOMS : (*souligner le prénom usuel*) : _____

NOM D'USAGE : _____

NOM et Prénoms du père : _____

NOM de naissance et Prénoms de la mère : _____

Nationalité Française : OUI NON EN COURS D'OBTENTION

Autre NATIONALITÉ : _____

Si en cours d'obtention, cocher cette case

Date de naissance : □□ □□ □□□□

COMMUNE : _____

DÉPARTEMENT

ou PAYS étranger : □□□□ _____

PROFESSION : _____

SITUATION FAMILIALE : _____

Nom et prénoms du conjoint : _____

Nombre d'enfants à charge : _____

B - ADRESSE

Indiquer l'adresse à laquelle toute correspondance (convocations, notification) doit parvenir.
En cas de modification de cette adresse, prévenir immédiatement le service gestionnaire du concours.

N° : _____ LIBELLÉ DE LA VOIE : _____

CODE POSTAL : □□□□□ LOCALITÉ : _____

☎ (Domicile) : _____ ☎ (Portable) : _____

☎ (Lieu de Travail) : _____ Adresse : _____ @ _____

C - CONCOURS EXTERNE SOUMIS À UNE CONDITION DE DIPLÔME

Vous êtes titulaire (ou susceptible d'être titulaire à la date de nomination) du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3 (anciennement niveau V : CAP, BEP) délivré en France :

Précisez lequel : _____
ACQUIS EN COURS D'OBTENTION

Si vous n'êtes pas titulaire du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3 (anciennement niveau V) en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité choisie délivré en France, précisez ci-dessous votre situation en cochant la case correspondante

Vous êtes titulaire d'un titre ou d'un diplôme homologué au niveau requis par la commission d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ou inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) :

précisez lequel : _____
(si vous ignorez si votre diplôme ou titre est homologué ou inscrit au RNCP, renseignez-vous auprès de l'établissement ou de l'organisme qui vous l'a délivré).

Vous êtes titulaire d'un titre ou d'un diplôme étranger assimilé au titre ou diplôme requis :

précisez lequel : _____
(si vous ignorez si votre diplôme ou titre est assimilé, renseignez-vous auprès de votre rectorat).

Vous justifiez d'une qualification reconnue comme équivalente au titre ou diplôme requis.

Vous devez adresser le formulaire « Demande d'équivalence à la condition de diplôme », figurant en annexe 3, complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande (tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté).

Dispense de diplôme

La condition de diplôme peut être supprimée pour les mères ou pères d'au moins trois enfants et les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports.

Vous devez adresser le formulaire « Demande de dispense de la condition de diplôme », figurant en annexe 4, complété avec précision.

Joindre obligatoirement à cette demande toutes pièces justificatives nécessaires :

Mère ou père de 3 enfants et plus
(photocopie intégrale du livret de famille)

Sportif de haut niveau
(tout document justifiant la demande)

D - SITUATION AU REGARD DU SERVICE NATIONAL

Dispensé Engagé(e) Exempté(e) Libéré(e) Néant Non concerné(e) Réformé(e)

Recensé(e) Date du recensement :

Journée Défense et Citoyenneté effectuée le : J.D.C. non effectuée

Service accompli : _____ Durée accomplie en tant qu'appelé : _____

Durée accomplie en tant qu'engagé : _____

Services civiques et autres formes de volontariat : _____

Renseignements complémentaires

E – ÊTES-VOUS TRAVAILLEUR EN SITUATION DE HANDICAP ?

OUI NON

Si oui, avez-vous besoin d'aménagements ? OUI NON

Si vous souhaitez un aménagement, vous serez convoqué chez le médecin-chef de la préfecture de police qui déterminera la nécessité d'un tiers temps supplémentaire et/ou l'aménagement des épreuves.

Il est précisé aux éventuels candidats reconnus travailleurs handicapés par la **Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapés (CDAPH)**, qu'ils devront joindre à leur formulaire d'inscription la **notification de reconnaissance de travailleur handicapé établie par la CDAPH**.

F – ÊTES-VOUS TITULAIRE DU PERMIS DE CONDUIRE ?

OUI NON

Si oui, quelle(s) catégorie(s) :

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) _____
(NOM et PRÉNOMS)

Certifie sur l'honneur que les renseignements figurant sur le présent formulaire sont exacts et m'engage à fournir à l'administration, dès qu'elle m'en fera la demande, les pièces destinées à compléter mon formulaire d'inscription.

Je reconnais :

- remplir toutes les conditions requises pour l'inscription au concours externe ;
- que toute déclaration inexacte ou incomplète de ma part me ferait perdre le bénéfice de mon éventuelle admission au concours.

En outre, je suis informé(e) qu'en cas de réussite, ma nomination est subordonnée à la visite médicale réglementaire d'aptitude conformément au décret n°87-602 du 30 juillet 1987 modifié.

Fait à _____, le □□ □□ □□□□

Date et signature précédées de la mention manuscrite "lu et approuvé"

Dans le cas où le candidat serait mineur :

Je soussigné(e), NOM : _____

PRÉNOMS : _____

Agissant en qualité de : Père Mère Tuteur

autorise

NOM (du candidat) : _____

PRÉNOMS (du candidat) : _____

à prendre part au concours externe d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer au titre de l'année 2019.

À _____, le □□ □□ □□□□

Date et signature précédées de la mention manuscrite "lu et approuvé"

RAPPEL_IMPORTANT

Pour que votre inscription soit complète, vous devez joindre au présent formulaire dûment rempli, daté et signé :

- ↪ la photocopie recto verso d'une pièce d'identité en cours de validité (CNI, passeport) ;
- ↪ la photocopie du diplôme requis de niveau 3 (anciennement niveau V : CAP-BEP) en rapport avec le champ professionnel couvert par la spécialité choisie ;
- ↪ une lettre de motivation manuscrite ;
- ↪ un curriculum vitae indiquant la nature et la durée des formations suivies ainsi que les emplois éventuellement occupés (joindre tout document justificatif nécessaire) ;
- ↪ la photocopie des permis de conduire des catégories C, D et E en cours de validité pour les candidats à un emploi dans la spécialité « Conducteur de véhicules » ;
- ↪ en cas de demande de qualification reconnue comme équivalente à l'un des titres ou diplômes requis : le formulaire « Demande d'équivalence à la condition de diplôme » complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande figurant en annexe 3 ;
- ↪ en cas de demande de dispense de la condition de diplôme : le formulaire « Demande de dispense de la condition de diplôme » complété avec précision et accompagné de tout document justifiant la demande figurant en annexe 4 ;
- ↪ pour les candidats en situation de handicap, fournir l'attestation de reconnaissance de travailleur handicapé délivrée par la CDAPH ;
- ↪ deux enveloppes suffisamment affranchies portant nom, prénom et adresse.

À défaut, votre demande d'inscription ne pourra pas être prise en compte.

ANNEXE 1

Pays européens dont les ressortissants ont accès à la fonction publique

Les 28 pays de l'Union Européenne (date d'adhésion)

- Allemagne (25.03.1957)	- Italie (25.03.1957)
- Autriche (01.01.1995)	- Lettonie (01.05.2004)
- Belgique (25.03.1957)	- Lituanie (01.05.2004)
- Bulgarie (01.05.2007)	- Luxembourg (25.03.1957)
- Chypre (01.05.2004)	- Malte (01.05.2004)
- Croatie (01.07.2013)	- Pays Bas (25.03.1957)
- Danemark (01.01.1973)	- Pologne (01.05.2004)
- Espagne (01.01.1986)	- Portugal (01.01.1986)
- Estonie (01.05.2004)	- République Tchèque (01.05.2004)
- Finlande (01.01.1995)	- Roumanie (01.05.2007)
- France (25.03.1957)	- Royaume Uni (01.01.1973)
- Grèce (01.01.1981)	- Slovaquie (01.05.2004)
- Hongrie (01.05.2004)	- Slovénie (01.05.2004)
- Irlande (01.01.1973)	- Suède (01.01.1995)

Les États parties à l'accord sur l'espace économique européen

- Islande 1996	- Confédération Suisse 1.06.2002
- Liechtenstein 1996	- Principauté de Monaco 2008
- Norvège 1996	- Principauté d'Andorre 1994

L'attention des candidats est appelée sur l'article 1^{er} du décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française qui précise :

« **Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne** ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, autres que la France, peuvent accéder aux corps, cadres d'emplois ou emplois dont relèvent les fonctionnaires mentionnés à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires par concours ou par voie de détachement.

Toutefois, ils ne peuvent occuper un emploi dont les attributions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté ou comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique. »

ANNEXE 2

Les équivalences de diplômes

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

[Arrêté du 26 juillet 2007](#) fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation.

NOR : BCFF0762090A

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu le [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.

Arrête :

Art. 1^{er}. – Lorsque le recrutement par voie de concours est subordonné à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation, les candidats qui remplissent les conditions fixées à l'article 6 du [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) susvisé peuvent faire acte de candidature à ce concours dans les conditions définies aux articles suivants.

Art. 2. – Peuvent faire acte de candidature aux concours visés à l'article 1^{er} les candidats qui justifient de l'exercice d'une activité professionnelle, salariée ou non salariée, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins trois ans à temps plein et relevant de la même catégorie socioprofessionnelle que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès.

La durée d'activité professionnelle exigée est réduite à deux ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis par le statut du corps ou du cadre d'emplois.

L'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles doit avoir été accompli dans des fonctions d'un niveau au moins équivalent à ceux des emplois du corps ou cadre d'emplois auxquels le concours donne accès.

Pour apprécier la correspondance de l'activité professionnelle exercée avec celle à laquelle donne accès le concours, l'administration se réfère au descriptif des professions de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS ESE) 2003.

Sont également prises en compte les périodes d'activité professionnelle dans l'exercice de professions appartenant à des catégories socioprofessionnelles comparables dans d'autres Etats.

Art. 3. – Le candidat qui demande à bénéficier des dispositions de l'article 6 du [décret n° 2007-196 du 13 février 2007](#) susvisé doit fournir à l'appui de sa demande un descriptif détaillé de l'emploi tenu, du domaine d'activité, du positionnement de l'emploi au sein de l'organisme employeur, du niveau de qualification nécessaire ainsi que des principales fonctions attachées à cet emploi.

Il doit en outre produire :

– une copie du contrat de travail ;

– pour les périodes d'activité relevant du droit français, un certificat de l'employeur délivré dans les conditions prévues à [l'article L. 1234-19 du code du travail](#).

A défaut des documents mentionnés aux deux précédents alinéas, il peut produire tout document établi par un organisme habilité attestant de la réalité de l'exercice effectif d'une activité salariée ou non salariée dans la profession pendant la période considérée.

Lorsque les documents ne sont pas rédigés en langue française, il en produit une traduction certifiée par un traducteur agréé.

L'administration a la possibilité de demander la production de tout ou partie des bulletins de paie correspondant aux périodes travaillées.

Elle peut demander la présentation des documents originaux ; ces documents ne peuvent être conservés par l'administration que pour le temps nécessaire à leur vérification et doivent en tout état de cause être restitués à leur possesseur dans un délai de quinze jours.

Art. 4. – Les autorités compétentes sont chargées de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 2007.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :

Le sous-directeur,

G. PARMENTIER

ANNEXE 3

Demande d'équivalence à la condition de diplôme

(vous n'êtes pas titulaire du diplôme ou titre requis homologué de niveau 3)

NOM : _____

PRÉNOMS : _____

NOM d'usage : _____

Date de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

PROFESSION : _____

SPÉCIALITÉ CHOISIE :

Accueil, maintenance et logistique :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> qualification : reprographe | <input type="checkbox"/> qualification : menuisier |
| <input type="checkbox"/> qualification : technicien d'édition | <input type="checkbox"/> qualification : plombier |
| <input type="checkbox"/> qualification : armurier, munitionnaire | <input type="checkbox"/> qualification : peintre |
| <input type="checkbox"/> qualification : agent polyvalent de maintenance | |
| <input type="checkbox"/> qualification : gestionnaire logistique | |

Conduite de véhicules

- qualification conducteur de véhicules (*pour cette spécialité, vous devez être titulaire des permis de conduire des catégories C, D et E en cours de validité*)

Entretien et réparation des engins et véhicules à moteur :

- qualification : carrossier, peintre, sellier automobile
- qualification : magasinier automobile
- qualification : mécanicien VL
- qualification : mécanicien PL/TC
- qualification : mécanicien 2 roues

Vous devez justifier de l'exercice d'une **activité professionnelle**, salariée ou non salariée, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée **d'au moins 3 ans** à temps plein et **relevant de la même catégorie socioprofessionnelle** que celle d'un adjoint technique principal de 2^{ème} classe de l'intérieur et de l'outre-mer. *La durée est réduite à 2 ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis.*

Vous devez fournir à l'appui de votre demande :

(tout document rédigé en langue étrangère doit être accompagné de sa traduction en français effectuée par un service assermenté)

- La photocopie du (des) contrat(s) de travail
- La photocopie du (des) certificat(s) de l'employeur pour les périodes d'activité
- Tout document justifiant la demande
- Le cas échéant photocopie du titre ou du diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis

Catégorie socioprofessionnelle dont relève la fonction d'adjoint technique référencée dans la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles des emplois salariés d'entreprise (PCS – ESE) :

- 5 - Employés / 6 - Ouvriers

DESCRIPTIF DÉTAILLÉ DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE :

(cette page peut être dupliquée autant que de besoin pour chaque activité professionnelle à l'appui de la demande)

EMPLOI TENU ET DOMAINE D'ACTIVITÉ :

Temps plein ⇔ Temps partiel ⇔ si temps partiel : _____ % Durée :

DESCRIPTIF DÉTAILLÉ DE L'EMPLOI TENU (précisez les fonctions exercées et le niveau de responsabilité) :

NOM ET ADRESSE de l'entreprise (pas d'abréviation) :

STATUT : _____
(service public, organisme professionnel, association, entreprise...)

Je soussigné (e) Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Certifie sur l'honneur que les renseignements figurant sur le présent imprimé sont exacts,

Fait à _____, le _____

Date et signature précédées de la mention manuscrite « lu et approuvé »

ANNEXE 4
Demande de dispense de la condition de diplôme

NOM : _____

PRÉNOMS : _____

NOM d'usage : _____

Date de naissance : □□ □□ □□□□

À quel titre la dispense de la condition de diplôme est sollicitée ?

- Mère ou père d'au moins trois enfants :
Joindre la photocopie intégrale du livret de famille

- Sportif de haut niveau inscrit sur la liste arrêtée par la ministre chargée des sports :
Joindre tout document justifiant la demande